

# Deux Visites

Taha Hussein

*Kawkab al-Charq — 29 mars 1933*

Il est établi qu'al-Azhar n'a pas bénéficié, en ces jours, du même degré de sollicitude que l'Université égyptienne — non pas par comparaison avec Sa Majesté le Roi, qui étend sur toutes les institutions de l'Égypte ce qui convient à son rang éminent de justice, d'affection et de bienveillance envers son noble peuple, dévoué et fidèle envers lui ; mais par comparaison avec le gouvernement, qui n'est pas plus exempt de la prise en compte de ses propres intérêts qu'il ne l'est de l'altruisme. Et vous savez aussi bien que moi que notre président du Conseil est le gardien de la religion, le défenseur de l'islam, le favori du cheikh al-Akbar quelles que soient les circonstances et les tribulations — l'homme sur chacun de dont les actes le cheikh al-Akbar s'arrange pour trouver un soutien ou une justification dans quelque ouvrage de jurisprudence ou quelque traité des fondements du droit islamique.

Et notre gouvernement — comme vous le savez et comme je le sais — est un gouvernement de tradition, non de renouveau ; il a été établi pour réaliser un seul dessein : ramener l'Égypte et le monde islamique, s'il le peut, à la tolérance et à la pureté de l'islam, anéantir les innovations hérétiques jusqu'à la dernière, et effacer l'impiété entièrement. Il n'y a donc rien d'étrange à ce qu'il favorise al-Azhar de soins et d'attentions, tout en faisant son possible pour maltraiter l'Université ; et lorsqu'il ne pouvait y parvenir, il se contentait de traiter l'Université comme quelque chose à décourager et à déprécier.

Je ne veux pas, pour l'instant, dresser le bilan de ce qu'al-Azhar a gagné — ou plus précisément de ce que les azharites ont gagné — de la bienveillance du gouvernement envers al-Azhar, ni de ce que l'Université et ses membres ont perdu de son hostilité à son égard, car cela aura peut-être son jour, et bientôt. Je me borne à une seule chose, que j'ai notée en lisant ce que les journaux ont publié pour décrire la visite royale d'hier à la faculté des Fondements de la religion.

À la fin du mois de février de l'année dernière, Sa Majesté le Roi daigna honorer l'Université de sa royale visite. Il visita la faculté de Droit, la faculté des Lettres et la bibliothèque, puis se rendit sous le chapiteau de l'Université où il écouta de la prose et de la poésie, et daigna distribuer de ses nobles mains quelques diplômes universitaires et

honorifiques à leurs titulaires.

Les gens remarquèrent ce jour-là que la voix de l'Université ne fut pas entendue lors de cette cérémonie.

Ce qu'ils entendirent, c'est le ministre de l'Instruction publique prononcer un discours de sa voix profonde et ample, et s'y étendre longuement ; et ils entendirent un inspecteur du ministère de l'Instruction publique réciter un poème de Chawqi, que Dieu lui fasse miséricorde. Puis Sa Majesté daigna visiter hier l'une des facultés d'al-Azhar — et lors de cette visite, aucune voix ne fut entendue d'autre qu'al-Azhar. La voix du ministère de l'Instruction publique, avec sa profondeur et son ampleur, ne se fit pas entendre, et nul inspecteur du ministère ne récita ni vers ni prose. Certains supposent que la raison de cette différence tient à ce qu'al-Azhar était plus soucieux que l'Université de prendre la parole en présence du gardien d'al-Azhar et fondateur de l'Université. Mais ici l'équité doit être entendue, et ici l'histoire doit être écrite.

Car l'Université fut contrainte — réellement contrainte — à ne pas prendre la parole, pour des raisons que connaissent le ministre de l'Instruction publique et son adjoint, et ceux qui s'insinuaient auprès de lui par la ruse et descendaient sur lui avec leurs inspirations. Le directeur de l'Université démissionna ou fut sur le point de démissionner. Les doyens de l'Université traversèrent de grandes épreuves à ce sujet, et l'adjoint du recteur mena une longue et tortueuse démarche. Et le directeur de l'Université finit par céder au ministre de l'Instruction publique, abandonnant le droit de prendre la parole en présence de Sa Majesté. Le ministre de l'Instruction publique parla alors, s'y distingua, et s'étendit longuement ; la visite prit fin et les gens se dispersèrent — certains se disant entre eux qu'ils étaient venus pour entendre le directeur de l'Université et qu'ils s'étaient retrouvés à écouter le ministre de l'Instruction publique. Et certains prédirent à d'autres que le fait d'imposer le silence à l'Université devant son propre fondateur n'augurerait rien de bon. Certains lisaient déjà dans ce silence imposé un présage que l'Université allait bientôt se voir empêchée dans son travail, peu ou prou. Et certains voyaient dans le fait qu'un inspecteur du ministère récitât de la poésie lors d'une cérémonie universitaire un présage que la main du ministère de l'Instruction publique s'étendrait librement au sein de l'Université et sur ses membres, jusqu'à ce que l'Université se soumît au ministre de l'Instruction publique et à son adjoint et à ceux qui s'insinuaient auprès de lui par la ruse et

descendaient sur lui avec leurs inspirations.

Et avant que quatre jours ne se fussent écoulés, il advint à l'Université ce qui advint ; et avant que l'année n'eût achevé son cycle, la loi sur l'Université fut modifiée et ses ailes rognées, et elle fut empêchée d'accomplir son véritable travail académique. Et au cours de cette année, ceux que le ministre et son adjoint avaient en aversion furent exclus de l'Université ; ceux qui n'étaient ni haïs ni redoutés furent néanmoins placés sous suspicion et défiance ; et ceux qui savaient naviguer autour des pôles dans les hauts comme dans les bas trouvèrent large place — tandis que les affaires de l'Université se déroulaient, comme vous le savez, en trébuchant, à la manière d'un homme enchaîné qui avance dans la boue, selon les mots de Muslim ibn al-Walid.

Quant à l'honorable al-Azhar — je ne pense pas que personne ait disputé à son cheikh al-Akbar le droit de prendre la parole en présence de son illustre visiteur, et cela s'explique simplement : les paroles du cheikh al-Akbar devant Sa Majesté le souverain pieux sont aux yeux de Dieu et des hommes trop peu de chose pour être à craindre ou à compter.

Et la personnalité du cheikh al-Akbar est trop souple et trop flexible pour que le président du Conseil pût jamais la nier ou chercher à s'en défaire. Le cheikh al-Akbar a dépensé effort et force pour soutenir le président du Conseil — ses actes, ses paroles et ses espoirs — à un degré que l'ancien directeur de l'Université n'atteignit jamais. Et les ambitions du président du Conseil à l'égard du cheikh d'al-Azhar sont d'une nature qu'il n'avait jamais nourrie à l'égard de l'ancien directeur de l'Université. Qu'est-ce donc qui empêche le gardien de l'islam de laisser le cheikh de l'islam libre de parler ?

Et ne dites pas que le cheikh d'al-Azhar est un homme de religion et doit donc prendre la parole, parce que les ministres ne maîtrisent pas le savoir religieux comme lui. Car je vous assure que l'ancien directeur de l'Université était un homme de savoir et devait donc prendre la parole, puisque les ministres — y compris le ministre des Traditions — ne maîtrisent pas une partie du savoir qu'il possédait. Et vous savez bien que beaucoup de ministres, lorsqu'ils prennent la parole, n'ont pas composé les mots eux-mêmes, mais se les sont fait composer. Le discours du ministre des Traditions lors de la journée de l'Université lui fut composé, et il le lut de sa voix profonde et ample. Il aurait tout aussi bien été possible de composer un discours azharite pour quelque ministre chargé des affaires d'al-Azhar, afin qu'il le lise — mais le cheikh d'al-Azhar fut

mis en valeur, et le directeur de l'Université fut indésirable ; et les hommes d'al-Azhar se trouvèrent engagés dans le soutien au président du Conseil, tandis que les hommes de l'Université refusèrent d'être un instrument politique de ce dernier. Les hommes d'al-Azhar voulaient — ou acceptaient — être des prédicateurs d'un retour au passé, tandis que les hommes de l'Université voulaient être les messagers du progrès ; et les hommes d'al-Azhar trouvaient un bien dans l'extension de l'autorité du gouvernement en place sur le peuple, tandis que les hommes de l'Université ne pensaient à aucun gouvernement, mais voulaient seulement libérer l'esprit. Or libérer l'esprit est dangereux, car c'est l'instrument de la liberté et de la démocratie. La voix de l'Université doit donc être étouffée, et la voix d'al-Azhar doit être élevée.

Il y avait à l'Université des gens qui n'acceptaient pas que leur voix fût étouffée, et ils en furent éloignés ; et à al-Azhar il n'y a que ceux qui veulent que leur voix soit élevée si le gouvernement le souhaite, et étouffée si le gouvernement le souhaite. Il faut donc les rapprocher tous.

Et ne dites pas que les hommes d'al-Azhar sont des hommes de religion et que leur rang religieux doit donc être respecté — car les hommes de l'Université sont des hommes de savoir, et ils ont accompli leur devoir scientifique de la façon la plus admirable, et ont élevé le rang scientifique de l'Égypte et son honneur dans les pays de la terre ; tandis que les hommes de religion n'ont pas accompli leur devoir religieux, ni ne se sont levés pour quoi que ce soit en son nom.

Vous souvenez-vous que nous avons un jour consulté le cheikh d'al-Azhar sur le théâtre, la danse et la musique, et sur ce que l'on y dépense des fonds des musulmans à l'Opéra, et que nous vous assurâmes que le cheikh s'opposerait à la subvention de l'Opéra au Sénat ? Or le budget du ministère de l'Instruction publique passa devant le Sénat le lundi, c'est-à-dire la veille même de la visite royale à al-Azhar — et la subvention de l'Opéra ne fut pas mentionnée, et la voix du cheikh ne se fit pas entendre. Et qui sait — peut-être s'est-il délibérément absenté de cette séance pour dégager sa conscience de toute complicité dans la subvention du théâtre, de la danse et de la musique, changeant ainsi le blâmable par le silence, se contentant du plus faible de la foi. Et qui sait — peut-être s'est-il absenté de cette séance sous contrainte, devant s'exercer à prononcer son discours devant Sa Majesté, préférant l'excellence de la prestation à l'excellence de la lutte au service de l'islam et des musulmans.

Ne dites pas que les hommes d'al-Azhar sont des hommes de religion et que leur rang religieux doit donc être ménagé — car les hommes de religion ne gardent pas le silence sur la mort d'al-Sanusi, simplement parce que le gouvernement islamique d'Égypte refusa de lui accorder l'autorisation de se soigner dans l'Égypte islamique. Car un homme de religion, c'est le Grand Rabbin, qui n'hésita pas à se joindre aux Israéliens pour protester contre ce que l'on dit que les juifs subissent comme mal en Allemagne.

Non — la question n'est pas une question de religion, ni une question de savoir, mais une question politique, et rien d'autre. Le gouvernement vit dans l'Université un établissement dangereux pour sa politique d'oppression et de domination, et entra en colère contre elle. Et il vit dans al-Azhar — ou dans ses cheikhs — un partisan de cette politique, et en fut satisfait et le gratifia de ses faveurs. Quant à la nation — elle sait fort bien où sont ceux qui la soutiennent et la défendent, et qui lui préparent les voies de la liberté, de la dignité et de l'honneur ; et elle les regarde avec amour, et les couve du regard avec espoir.

Qu'al-Azhar se félicite de la faveur du gouvernement, et que l'Université se félicite de la faveur de la nation et du mécontentement du ministère.